

Sommaire

- I.** Le problème du sionisme — 7
- II.** Israël et les Arabes — 19
- III.** Le « plan de paix » israélo-palestinien — 33
- IV.** Un seul État — 55
- V.** Onze jours en mai — 131
- Épilogue.** La fin du sionisme ? — 141

Translittération des noms arabes :
Lola Maselbas

Ce livre est une version abrégée et
actualisée de *Married to Another
Man : Israel's Dilemma in Palestine*.
© Ghada Karmi, 2007.
Première publication : Pluto Press,
Londres

© **La Fabrique éditions, 2022**
www.lafabrique.fr
lafabrique@lafabrique.fr
Conception graphique :
Jérôme Saint-Loubert Bié
ISBN : 978-2-35872-233-9

La Fabrique éditions
64, rue Rébeval
75019 Paris
lafabrique@lafabrique.fr
Diffusion : Les Belles Lettres

autre chose qu'une première étape sur la voie d'une récupération totale du reste de la Palestine ? Même si cela prenait des dizaines d'années, ce devait être l'objectif final.

La solution à deux États et le droit au retour

La question des réfugiés est sans doute l'argument le plus fort contre une solution à deux États. Le nombre des réfugiés et de leurs descendants vivant dans des camps depuis 1948 se monte à 5 millions, et ils sont le cœur du problème palestinien. Ils chérissent la mémoire de leurs villes et villages d'origine. Lors d'une visite du camp de Bourj el-Barajneh près de Beyrouth en 1998, j'avais été frappée d'entendre des petits enfants de quatre ou cinq ans réciter les noms des endroits qu'ils appelaient leur ville natale et qui sont maintenant en Israël. Ces enfants disaient tous qu'ils « reviendraient » quand ils auraient grandi. En les écoutant, j'étais à la fois triste et émue de la ténacité avec laquelle les Palestiniens tiennent la question du retour, en dépit d'années d'exil dans les pires conditions et malgré le caractère désespéré de leur cause⁵². Je me demandais pourquoi on les laissait cultiver ces rêves si la communauté internationale n'avait pas l'intention de donner une réalité au droit au retour.

Ce n'est pas un hasard si ces camps ont fourni beaucoup des combattants de l'OLP jadis et de ceux du Hamas à Gaza aujourd'hui. Les réfugiés, qui représentent la masse des Palestiniens déplacés en 1948, ont aussi fourni une majorité de la force de travail qui a construit les États du Golfe à partir de 1950, et plusieurs sont devenus des entrepreneurs prospères, des journalistes et autres professionnels. Par exemple Abdel Bari Atwan, ancien éditeur d'*al-Quds al-Arabi*, journal basé à Londres, commentateur souvent cité

dans les médias, a commencé sa vie dans un camp de réfugiés à Gaza.

Le droit au retour, sur lequel sont attachés les espoirs de ces personnes déplacées, est une *cause célèbre* pour les Palestiniens. S'il n'y avait pas de réfugiés et si le seul problème était celui de l'occupation israélienne, le conflit aurait été plus facile à résoudre. Mais la dépossession de 1948 est fondamentale dans l'histoire palestinienne, et c'est la base sur laquelle l'État juif a été construit. En Occident, peu nombreux sont ceux qui comprennent l'importance du droit au retour pour les Palestiniens, et il est devenu courant parmi les politiciens occidentaux de considérer les réfugiés comme des marchandises que l'on peut faire voyager à volonté et non comme des êtres humains avec leurs besoins et leurs désirs. Mais si un règlement voit le jour, il doit porter sur tous les Palestiniens, et tout accord qui ignorerait ce fait ne saurait être considéré comme juste, légitime, ou marquant la fin du conflit.

La solution à deux États n'a aucune chance de résoudre ce problème. À strictement parler, la création de deux États en elle-même élimine le retour de réfugiés dans l'État israélien⁵³. La solution à deux États demande aux Palestiniens de reconnaître Israël *comme un État juif*, c'est-à-dire à majorité juive, donc incompatible avec un afflux de non-Juifs. Le potentiel État palestinien est donc le seul recours, mais il est exclu qu'il puisse recevoir le nombre des réfugiés dans la petite entité segmentée qu'Israël a en tête. De plus, il n'est pas juste que des gens expulsés de Haïfa ou Safed aient à s'installer à Ramallah ou à Jénine. Si les Palestiniens, conscients de tout cela, n'étaient pas aussi désespérés par l'intrusion galopante d'Israël dans leur terre et leur existence, ils n'auraient jamais accepté une solution qui abandonne les réfugiés à leur sort. Leur logique est de vivre pour pouvoir

continuer à lutter car l'injustice fondamentale finira par refaire surface tôt ou tard. Aucun des accords tordus concoctés par Israël et les Occidentaux ne pourra faire oublier aux Palestiniens que c'étaient leurs maisons et leurs terres qui ont été usurpées par un peuple qui n'avait aucun droit dessus, et dont la rigoureuse mainmise sur un pays qui n'était pas le leur est un affront constant.

La solution à un État

C'est l'alternative évidente à la solution à deux États. Mais ce n'est pas seulement une affaire de logique, c'est une approche tout à fait différente de résoudre le conflit. La solution à deux États et ses variantes avaient comme seul but, quelle que soit la rhétorique, la fin de l'occupation israélienne et de ses conséquences sur la vie des Palestiniens dans les zones occupées. Elle laissait intactes la nature de l'État israélien et sa dangereuse idéologie, le sionisme.

Il existe toute une littérature qui analyse l'idéologie sioniste, la manière dont elle est devenue une quasi-religion, une identité, une médaille d'honneur pour les Juifs. Mais dans son application à la Palestine historique, c'était en fait un programme simple, nullement mystique : prendre la terre sans le peuple. La Palestine, sans ses habitants arabes, deviendrait la propriété des Juifs et l'on atteindrait ainsi la « pureté ethnique » à laquelle aspire le sionisme. Ce but agressif et raciste n'a jamais changé au cours du temps, quelle que soit la quantité de terre arabe accaparée. En termes sionistes, on est toujours loin du but ultime.

Selon cette façon de voir, beaucoup de Juifs sionistes ressentaient la nécessité d'expulser les Arabes. En 2006, un important leader israélien appelait publiquement à lancer de telles expulsions en Cisjordanie⁵⁴. Dix ans plus tard, un sondage du Pew

Center (Reuters, 8 mars 2016) révélait que près de la moitié des Juifs souhaitait voir expulser ou transférer les Arabes ; 79 % pensaient que les citoyens juifs méritaient un traitement préférentiel, et huit Arabes sur dix se plaignaient d'une « lourde discrimination » à leur encontre de la part des Juifs israéliens. En 2021, Human Rights Watch, basé aux États-Unis, publia un rapport sur ce qu'il appelait les pratiques d'apartheid israéliennes, dont l'effet était de rendre la vie des Palestiniens intolérable et de les contraindre à l'émigration⁵⁵.

Et en même temps, l'État juif restait un corps étranger dans la région, une anomalie pas plus prête à s'intégrer dans son environnement arabe qu'en 1948. Comme un commentateur arabe l'écrivait en septembre 2006, « Israël est toujours un corps étranger et le restera car toutes ses alliances, ses accords et ses liens sont extérieurs au monde politique de cette région⁵⁶ ». Ce qui ne veut pas dire qu'Israël n'a gagné aucun accord de reconnaissance officiel pendant ses soixante-treize ans d'existence. En 1979 et en 1994 il a signé des traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie, et en 2020 ses relations se sont normalisées avec les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc. Mais ces alliances formelles étaient fondées sur la puissance supérieure d'Israël et son statut d'État appuyé par les États-Unis. Elles n'ont nullement intégré Israël dans la région. Il reste un État lié à une idéologie hostile qui ne peut que nourrir un conflit permanent.

Par sa nature, la solution à un État s'attaque à tous ces problèmes en allant au cœur du sujet : l'existence d'Israël comme État sioniste. S'il est vrai que l'imposition du sionisme aux Arabes a été la cause de la dépossession palestinienne, il n'y a pas de sens à ce qu'un accord de paix préserve ce statu quo. La date clé de la genèse du conflit n'est pas 1967, comme le sous-entend la solution à deux États, mais 1948.

L'occupation des territoires en 1967 est un symptôme de la maladie et non sa cause.

Le problème de la solution à deux États n'était pas de se limiter aux symptômes mais d'aider activement à en maintenir la cause. Les racines du conflit, comme je l'ai dit plus haut, résident dans un projet destructeur et qui n'a jamais cessé de l'être. Il ne s'adaptait pas à son environnement ni n'acceptait de limites à ses ambitions. Le succès même d'Israël encourageait le processus : plus il prenait, plus il voulait prendre, dans un cycle perpétuel d'agression et d'expansionnisme. Si bien que, comme l'affirment les partisans de la solution à un État, c'est seulement en en finissant avec le projet sioniste que le conflit peut trouver une solution.

La solution à un État prévoit la création d'une seule identité israélo-palestinienne dans laquelle les deux peuples vivront ensemble, sans frontières et sans partition. Diviser un petit pays comme la Palestine, où les ressources ne respectent aucune frontière sinon artificielle, était logistiquement impossible si l'on voulait être juste. Toutes les partitions proposées étaient largement en faveur d'Israël. La solution à un État est la seule à résoudre ce problème et à traiter équitablement de tous les autres sujets qui perpétuent le conflit : la terre, les ressources, Jérusalem, la question des réfugiés – le tout dans un cadre équilibré. Cette solution répond aux impératifs du sens commun et de la justice, le *sine qua non* de tout accord de paix durable.

Selon les partisans d'un seul État, aucun colon juif n'aurait à être déplacé et aucun Palestinien ne se trouverait plus sous occupation. Jérusalem serait une ville pour les deux peuples et non plus un domaine israélien sujet de colère pour les Arabes, les musulmans et les chrétiens, au détriment de la loi internationale. Les réfugiés pourraient revenir dans leur

pays d'origine, sinon dans leur ville natale. Leur long exil, leur existence misérable prendraient fin et les États qui les avaient accueillis seraient délivrés d'un fardeau supporté pendant quelque soixante-dix ans. La longue blessure qui a rendu amères des générations entières de Palestiniens et perpétué leur résistance finirait par cicatriser.

Les points essentiels ainsi résolus, il ne resterait plus de causes de conflit entre les deux parties, et les États arabes pourraient accepter la présence israélienne parmi eux de bon cœur. Un tel résultat calmerait la rage contre Israël et contre les Juifs qui a alimenté tant de violence et de terrorisme. L'hostilité arabe, réelle ou imaginaire, à laquelle les Israéliens sont constamment confrontés et qui les oblige à maintenir leur État par la force et par l'assistance américaine, cette hostilité finirait par s'éteindre. Israël, qui est devenu l'endroit le plus dangereux de la planète pour les Juifs, une fois intégré dans le nouvel État partagé, pourrait être un lieu de réel refuge pour eux. Une politique normale d'immigration serait mise en place, les Juifs et les autres qui voudraient vivre en Palestine-Israël pourraient le faire selon des règles justes et acceptées.

Suivant cette analyse, la solution à un État est la solution la plus évidente, la plus directe et logique pour en finir avec un conflit qui a détruit les vies de tant de gens et fait un mal si profond à la région du Moyen-Orient. Et pour cette raison, cette option devrait être la plus recherchée, spécialement par les Palestiniens pour qui ce serait un renversement du processus qui les a dépouillés de leur terre et en a fait des réfugiés sans pays. Les gens discutent de la solution à un État comme s'il s'agissait d'une idée révolutionnaire. Mais ce n'est pas tant une innovation tournée vers l'avenir qu'une façon de revenir en arrière, de restaurer un pays déformé par près d'un siècle de divisions, de

colonisation et de pillage, de revenir à ce qu'il était avant 1948. Ce serait rejeter la division au profit de l'unité, et satisfaire le désir humain d'une vie fondée sur la coopération et non sur la confrontation. Quoi de mieux pour les Juifs israéliens que d'apprendre à vivre avec les Arabes palestiniens dans une relation d'amitié et de collaboration productive, plutôt que d'être condamnés à l'avenir dangereux, à l'impasse vers laquelle Israël les conduit ?

Variations sur le thème d'un seul État

Malgré les avantages évidents de la solution à un État, elle est traditionnellement reçue avec une variété d'objections, la plus pertinente (et exacte) étant qu'Israël ne sera jamais d'accord, et que cette solution est morte d'avance. En fait, l'idée de partager la terre entre Arabes et Juifs a une origine lointaine, davantage que la solution à deux États qui est une notion récente dans l'histoire palestinienne, issue comme on l'a vu d'une série de défaites du mouvement de libération nationale palestinien.

Il existe deux voies pour partager la Palestine : le modèle binational, dans lequel les deux groupes peuvent partager le pays en restant ethniquement séparés, et le modèle démocratique, fondé sur le principe d'un droit de vote par tête et des droits égaux pour tous, une citoyenneté individuelle sans aucune limite de race, de religion ou de genre. Le modèle binational préserve la structure des deux communautés religieuses/ethniques tandis que le modèle démocratique souligne davantage l'individu que la communauté, dans le style des démocraties occidentales libérales. Ainsi, le binationalisme permet au sionisme de survivre, bien que sous une forme réduite, tandis que le modèle démocratique ne le permet pas.

L'État binational

Les diverses idées de partition qui furent proposées à l'époque du Mandat étaient des propositions binationales, qui répondaient à la volonté des sionistes d'être séparés des non-Juifs dans un espace qui permettait l'existence d'une majorité juive. Le but était de faire revivre la vie juive dans son « pays ancestral » comme ils le disaient, ce qui ne serait pas incompatible avec une vie arabe dans le même espace.

Judah Magnes fut le partisan le plus marquant de ce « sionisme culturel ». Sa vision était que l'État binational ferait partie d'une large fédération avec les États arabes, si bien que l'immigration juive n'entraînerait pas de dépossession arabe⁵⁷. Ces idées aboutirent en 1925 à la formation de l'organisation Brit Shalom, qui proposait d'adopter le modèle binational suisse ou finlandais au sein de l'État futur partagé avec les Arabes. Plus tard, Magnes fit grande impression sur le Comité d'enquête anglo-américain, mis en place en 1946 pour étudier la question de l'immigration juive en Palestine, avec en tête ces idées binationales. Avec ses amis membres de Ihud (union), organisation qu'il avait fondée pour promouvoir le binationalisme, il témoigna devant les Nations unies sur ce thème⁵⁸.

David Ben Gourion, président de l'Agence juive en 1930, pensait qu'un équilibre entre Arabes et Juifs dans un État binational était nécessaire pour éviter que l'une des parties domine l'autre. Le Mapai, principal parti sioniste de l'époque, adopta cette façon de voir en 1931. De fait, entre 1921 et 1939, la direction sioniste, y compris Chaim Weizmann, tendait vers une orientation binationale⁵⁹. L'organisation socialiste-sioniste Hashome Hatzair, fondée en 1946, prônait elle aussi le binationalisme pour réaliser les buts du sionisme.

Pour les sionistes, qui n'étaient alors qu'une minorité d'immigrants, partager le pays aurait représenté

un grand succès. Inutile de dire que la grande majorité des Palestiniens voyait les choses autrement. Ils ne partageaient pas les idées binationales, qu'ils voyaient comme un moyen de les forcer à accepter qu'une bande de colons étrangers ait les mêmes droits qu'eux dans leur propre pays.

Pourtant, dans les années du Mandat, un petit nombre de Palestiniens répondit positivement aux idées binationales. Les négociations qu'ils eurent avec les binationalistes juifs furent tenues secrètes, car elles auraient été une source de honte si on les avait connues. Les binationalistes arabes étaient motivés par une série de raisons, pas toutes nobles, comme recevoir des pots-de-vin en retour de leur soutien apporté à des Juifs sionistes, ou comme des rivalités entre les grandes familles palestiniennes pour qui le soutien des sionistes constituait une arme. Mais un petit nombre d'entre eux croyait sincèrement que la présence juive en Palestine pourrait avoir des effets favorables en apportant des capitaux étrangers pour développer le pays. Peut-être aussi avaient-ils le sentiment que le sionisme serait difficile à déloger et optaient-ils pour le meilleur arrangement dans ces circonstances.

L'un d'entre eux était Ahmad Samih al-Khalidi, à la tête de l'école du Gouvernement arabe pendant le Mandat. En 1933, il proposa un État divisé en deux cantons, juif et arabe, ce dernier étant lié à la Transjordanie, tandis que Jérusalem, Hébron et Safed restaient, hors des cantons, « villes libres » n'appartenant à aucun côté. Les cantons auraient un conseil exécutif composé d'Arabes, de Juifs et de représentants anglais, et l'immigration juive serait confinée au canton juif et aux trois villes libres⁶⁰. Une autre figure était celle de Moussa al-Alami, membre d'une grande famille palestinienne, secrétaire arabe auprès du Haut-Commissaire anglais. Il proposait lui aussi dans les années 1930 un plan cantonal. Le canton

juif inclurait les colonies juives déjà en place, et un gouvernement national avec représentation proportionnelle serait mis en place, l'immigration juive étant limitée au canton juif. J'ai rencontré Alami à Londres dans les années 1970, c'était un vieil homme mais toujours actif sur un projet agricole pour des fermiers palestiniens en Cisjordanie. Notre rencontre fut brève et la conversation banale, mais par la suite j'ai regretté de ne pas lui avoir fait raconter ses souvenirs sur ce moment crucial de notre histoire.

Fawzi Husseini, à la tête de la *Filastin al-Jadida* (*The New Palestine*), était une autre personnalité qui soutenait le binationalisme, convaincu que Juifs et Arabes pouvaient développer conjointement un pays binational. Il alla jusqu'à signer en 1946 un accord formel avec la League for Jewish-Arab Rapprochement and Cooperation, une coalition de plusieurs organisations sionistes qui souhaitaient construire un programme d'État binational en Palestine. À l'échelle populaire, les villageois palestiniens étaient en contact permanent avec les colonies juives et avaient souvent de bonnes relations avec elles. Mais peu après, des Palestiniens assassinèrent Husseini et les sionistes rejetèrent les plans cantonaux de ses prédécesseurs. Deux ans plus tard (1948) tout cela n'avait plus d'importance, la majeure partie de la population palestinienne indigène était expulsée et l'État juif avait la majorité juive qu'il recherchait.

On ne saura jamais si les binationalistes juifs auraient pu réussir, mais c'est peu probable. Ils n'étaient qu'une minorité et leur but était d'établir une communauté de colons européens sur une terre arabe, avec l'espoir que la population indigène l'accepterait avec gratitude. Que des hommes comme Magnes et Buber aient eu la prescience et la décence de penser que la majorité arabe de Palestine avait des droits légitimes dont on ne pouvait pas disposer à volonté,

cela en fait souvent des modèles de vertu. Mais cela ne changeait pas leur croyance enracinée que des Juifs européens comme eux, sans la moindre connexion avec la Palestine en dehors de ce qu'ils avaient dans leur tête, avaient un droit égal sur ce pays. Cette histoire m'évoque le souvenir de Juifs européens avec lesquels j'ai grandi à Golders Green, un faubourg du nord de Londres avec une grande communauté juive qui paraissait aussi étrangère que, par exemple, des Chinois dans ma terre natale. L'idée que les ancêtres de tels gens pensaient qu'ils appartenaient à la Palestine dans les années 1920 quand le pays était massivement arabe et quand l'État juif n'était qu'un rêve dans la tête de Chaim Weizmann, cette idée aurait paru à mes ancêtres tout à fait ridicule.

Le binationalisme, suite

L'idée binationale devint obsolète pendant des années, pendant que le mouvement palestinien s'obstinait, au début du moins, à réclamer la totalité de la Palestine, y compris le territoire de l'État juif. De plus, dans les années 1970-1980 les difficultés d'intégrer harmonieusement des groupes ethniques dans un seul État n'étaient pas encourageantes pour le binationalisme. L'éclatement de la Yougoslavie, le conflit à Chypre entre Grecs et Turcs, et la lutte des Kurdes pour leur indépendance en Irak étaient souvent cités comme exemples d'échecs de cette approche. Mais en Palestine, le binationalisme refit surface dans les dernières années du xx^e siècle, tout comme resurgissait le problème d'avant 1948, celui de faire vivre deux communautés dans le même espace. Grâce à la colonisation par Israël de la Cisjordanie et de Gaza, les deux peuples se trouvaient inextricablement liés, rendant la partition impossible et ramenant le binationalisme sur le tapis. Quelques observateurs firent

remarquer que les accords d'Oslo eux-mêmes étaient un arrangement binational, puisqu'ils établissaient une division des responsabilités sur une base ethnique entre les Palestiniens et le groupe (dominant) d'Israël⁶¹. C'était là une affaire importante pour les Juifs israéliens mais les Palestiniens, conscients de la nécessité de reconstruire leur société, voulaient rester en dehors. Ceux qui proposaient cette solution avançaient que les deux peuples avaient une affiliation nationale et une auto-identification trop fortes pour accepter tout plan qui ignorerait ce point important⁶². Dans un État binational, chaque communauté serait autonome en termes de langue, d'éducation et de vie culturelle, et aurait son propre conseil administratif pour régler ce genre d'affaires. Mais pour les points comme la politique nationale, la défense ou l'économie, il y aurait des institutions communes et un parlement commun avec égalité de représentation.

Vers la fin des années 1990, un grand débat s'ouvrit sur la solution à un seul État avec des écrivains et des figures politiques comme Haim Hanegbi et Meron Benvenisti, Azmi Bishara et Edward Said qui plaidaient pour une telle solution⁶³. (La position de Said sur ce sujet est en fait vague. Son principal souci était la coexistence sur des bases humanistes entre Juifs et Arabes sur une terre partagée, sans préciser par quel mécanisme ce résultat serait atteint⁶⁴.) Bien avant cela, le politiste américain Dom Peretz avait plaidé pour un État binational⁶⁵. Il voyait une fédération Palestine/Jordanie, qui serait ensuite fédérée avec Israël, une idée qui trouva son écho dans la proposition jordanienne d'un « royaume uni » entre Jordanie et Cisjordanie. Bien que l'arrangement envisagé par Israël et la Jordanie reposât sur une autorité partagée entre eux sur les territoires occupés, cette suggestion tendait à la même idée d'une fédération Palestine/Jordanie, consciemment ou non⁶⁶.